SERVICE PUBLIC
- LIBRE -
QUI EST-CE ?

CLAUDE MALHURET



Claude Malhuret, né le 8 mars 1950 à Strasbourg, est un médecin et homme politique français.

Docteur en médecine, ancien interne des hôpitaux, il est également avocat, après des études de droit à la faculté de droit de l'université Paris I.

Militant d'extrême-gauche pendant ses études, il est **soixante-huitard** à ses 18 ans, puis adhère au Parti socialiste unifié.

Il effectue son service militaire en 1973-1974 au titre de la coopération comme médecin-chef des hôpitaux **d'El Aïoun** et de **Taourirt**, au nord-est du **Maroc**.

En 1975, il est médecin épidémiologiste pour **l'Organisation mondiale de la santé (OMS)** en Inde, au Bengale-Occidental.

En 1976 et 1977, il est coordinateur des équipes médicales de l'association Médecins sans frontières (MSF) dans les camps de réfugiés cambodgiens, laotiens et vietnamiens en Thaïlande. C'est dans cette période qu'on nommera ***Claude Malhuret***, tout comme ses collègues et amis ***Rony Brauman*** et ***Bernard Kouchner* « les French Doctors ».**

Les French Doctors :

Les célèbres French doctors ont fait leur entrée en scène lors de la crise du Biafra au début des années 70. Avec la naissance de « Médecins sans frontières » en 1971, cofondé par Bernard Kouchner et Xavier Emmanuelli. Rony Brauman et Claude Malhuret les rejoignent ensuite. Ce dernier sera élu président de MSF, de 1978 à 1986. Les French Doctors seront présents dans de nombreux points de conflits sur la planète, principalement dans des pays hostiles à l'OTAN et aux intérêts américains dans le monde (Cuba, Vietnam, Laos, Cambodge, Venezuela, etc...) Bernard Kouchner sera le premier à introduire le concept d'ingérence humanitaire communément nommé « droit d'ingérence ». Dans son ouvrage « La France Atlantiste », Hadrien Desuin cite Bernard Kouchner : « *Merci Sarko, premier président français à appliquer en Libye le droit d'ingérence que j'ai conçu et qui représente vingt ans de ma vie* »

En 1980, il co-organise en Thaïlande la « Marche pour la survie du Cambodge » avec plusieurs personnalités médiatiques et artistiques, et y lit un discours rédigé par Bernard-Henri Lévy. À l'appel de **Médecins sans frontières, des célébrités escortent un convoi humanitaire qui est arrêté à la frontière cambodgienne. S'ensuivent des images déchirantes où Bernard-Henri Lévy et Élie Wiesel supplient les troupes communistes vietnamiennes de laisser passer l'aide humanitaire destinée aux Khmers rouges, qu'ils viennent de renverser et laisseraient mourir de faim. La marche a été organisée en sous-main par la CIA avec l'aide de Claude Malhuret. Il s'avérera ultérieurement qu'il n'y a pas eu de famine dans les camps de réfugiés Khmers rouges.**

Au cours de ses années d'engagement « humanitaire », ***Claude Malhuret*** sera rémunéré par **l'IRC (International Rescue Committee)** en plus de Médecins sans frontières. ***Leo Cherne***, président de la structure, sera proche de ***Claude Malhuret***, dans la coordination des actions.

Leo Cherne, né le 8 septembre 1912 dans le Bronx et mort le 12 janvier 1999 au Mount Sinai Hospital de New York, est un juriste, économiste et homme d'affaires américain, président du International Rescue Committee (IRC) et du President's Intelligence Advisory Board (PFIAB), également sculpteur reconnu. Il milita aux côtés de William Casey, au sein du IRC, ce dernier deviendra très proche de la NED de Carl Gershman ainsi que directeur de la CIA de 1981 à 1987.

En 1984, il fonde et préside « Liberté sans frontières », un groupe de réflexion destiné à remettre en question les thèses tiers-mondistes sur le développement économique et social et à lutter contre les régimes totalitaires. ***Jean-François Revel***, ***Alain Besançon***, ***Emmanuel Le Roy Ladurie***, ***François***

Fejtő, ***Ilios Yannakakis*** font partie de son conseil d'administration. ***Ilios Yannakakis*** fut un fervent soutien à l'intervention américaine en Irak en 2003, membre du très Atlantiste **« cercle de l'oratoire »** ainsi que membre du comité de rédaction de la revue **« le meilleur des mondes ».**

En 1986, sur la proposition d'***Alain Madelin***, ***Jacques Chirac***, alors Premier ministre du premier gouvernement de cohabitation, nomme ***Claude Malhuret*** **secrétaire d'État chargé des Droits de l'homme.** Durant son mandat, il se rapprochera du **CRIF** qu'il reçoit en juillet 1986 afin de discuter « des communications sur la situation des juifs en Syrie, du Liban, d'URSS et du **souvenir de la shoah »** Une des premières actions de son secrétariat, est d'octroyer une subvention de **75 000 Francs à SOS Racisme**, sur demande de François Mitterrand. En septembre 1986, ***Claude Malhuret*** mandate ***Bernard-Henri Lévy de mener une mission*** d'information en Éthiopie sous le patronat de **MSF** (Médecins sans Frontières). La même année, il décide de créer « le conseil national des droits de l'homme » qui sera présidé par l'ancien dirigeant de la **LICRA**, ***Jean-Pierre Bloch.*** C'est durant son mandat que ***Claude Malhuret*** va créer « **la semaine des droits de l'homme »** dans les établissements scolaires.

En 1989, ***Claude Malhuret*** est élu **maire de Vichy**. Il est réélu en 1995, 2001, 2008 et 2014. Cette même année il est élu président de la communauté d'agglomération de Vichy Val d'Allier (puis de Vichy Communauté le 19 janvier 2017). Il a également été élu **conseiller régional d'Auvergne de 2004 à 2014.**

En 1999, entamant une nouvelle carrière professionnelle, il conçoit et lance avec le transhumaniste et pro-GPA et PMA ***Laurent Alexandre*** (également médecin) le site web **Doctissimo.** Le site internet est vendu en 2008 au **groupe Lagardère**. Doctissimo est critiquée par l'association **Privacy International** qui va saisir la CNIL pour non-respect du règlement général sur la protection des données.

De 2003 à octobre 2014, ***Claude Malhuret*** est le directeur du développement éthique de **Korian**, une entreprise de gestion de maisons de retraite médicalisées (EHPAD). Si l'on en croit les critiques, l'éthique et la déontologie médicales n'auraient pas été respectées. Le 1er mars 2022, "Cash Investigation" révèle le scandale qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Le documentaire met en lumière de graves manquements, puisque le groupe faisait travailler à des postes d'aide-soignante des personnes sans diplôme et sans formation, une situation qui avait conduit plusieurs salariés de ces Ehpad Korian à avertir les journalistes.

Le 28 septembre 2014, il est élu **sénateur de l'Allier**.

Il est président de la fédération départementale de l'Allier du parti **Les Républicains** de 2007 à 2017.

Le 30 juin 2016, une majorité d'élus de la communauté d'agglomération de Vichy (Vichy Val d'Allier) emmenée par son président ***Claude Malhuret*** a renoncé à poursuivre en justice la banque héritière de Dexia – la SFIL CAFFIL - à l'origine des emprunts toxiques, ces prêts dont les taux se sont envolés après une période d'un ou deux ans à taux fixe (un an dans le cas de VVA) et qui vole littéralement les collectivités territoriales. Ces prêts associent la banque Dexia aux collectivités mais également Dexia avec des banques de contrepartie… ici la banque royale d'Écosse (d'après carte détaillée des emprunts toxiques distribués par Dexia).

Poussée par l'État qui propose une petite participation pour rembourser l'indemnité de remboursement anticipé (argent public encore) à la condition que soit abandonnées les poursuites judiciaires contre la banque (!), la majorité des élus de VVA a donc capitulé…

En quelque temps, les sénateurs auront épargné Oudéa le président de la société générale actrice principale de l'évasion fiscale en France (coût estimé par an à 60 milliards par an) et à Vichy Val d'Allier dont la banque héritière de Dexia (la SFIL CAFFIL) n'aura pas à s'expliquer non plus devant la justice…

Un surcoût qui est estimé à 3 000 000 d'euros.

Claude Malhuret est membre fondateur du nouveau parti « **Agir »**, la droite constructive, créé en novembre 2017 à la suite de la refonte du paysage politique qui a suivi l'élection *d'***Emmanuel Macron** à la présidence de la République, il quitte dans la foulée **Les Républicains**.

Dans sa déclaration constitutive d'octobre 2017, le Groupe **Les Indépendants** est créé par ***Claude Malhuret.***

En décembre 2018, le sénateur et french doctors critique fortement les Gilets jaunes. ***Claude Malhuret*** y voit ***« un mouvement qui pense que sans aucune organisation et grâce à Facebook on peut se passer de la représentation nationale, voire demander sa disparition », alors qu'un pays « ne peut se diriger par les réseaux sociaux*** », rappelle le Sénateur. Surtout lorsque « chaque jour un peu plus ces réseaux sociaux sont envahis de fake news et de bullshit » et que « leur devise semble être "Je hais donc je suis" ».

Un des porte-parole des Gilets jaunes ayant appelé à « entrer dans l'Élysée » samedi prochain, ***Claude Malhuret*** ne voit que deux issues possibles au mouvement : « ***Soit l'insurrection, soit, en cas de pourrissement, la dispersion d'un mouvement et l'oubli de ses objectifs dont il ne resterait pas plus que ce qu'il reste d'un moineau ayant traversé un ventilateur*** ».

En juillet 2019, il demande l'interdiction des chaînes de télévision russes **Russia Today** et de Sputnik, avançant que ***« ce ne sont pas des médias, ce sont des organes d'influence, et c'est le président de la République qui l'a dit très clairement***. »

En septembre 2020, il est réélu **sénateur de l'Allier**.

En décembre 2021, il rejoint le parti de l'ancien Premier ministre ***Édouard Philippe*** (French American Fondation, Bilderberg, Davos) : **« Horizons ».** Ce parti est fondé en octobre 2021, de tendance Européiste, Atlantiste, libérale-conservatrice. Le sioniste ***Christian Estrosi*** en est le vice-président. Le parti compte environ 19 325 adhérents.

Le 11 janvier, l'ancien maire de Vichy et ancien président de Médecins sans frontières, lors d'un discours prononcé au Sénat, va fustiger les anti-vax sans ménagement et ainsi insulter une part grandissante du peuple français :

« Contrairement à ce que prétendent depuis des mois les trafiquants de fake news, les résistants des boulevards, les has not been de la chanson française et les Sakharov de la dictature sanitaire, nous avons aujourd'hui trois certitudes :

1) Le vaccin empêche l'immense majorité des formes graves. 2) La probabilité d'un séjour en réanimation est dix fois supérieure chez les non-vaccinés. 3) Les services d'urgence sont remplis par la petite minorité qui refuse la vaccination.

La conclusion est d'une simplicité biblique : il faut vacciner le plus de monde possible le plus vite possible. 92 % des Français l'ont compris. Pas les antivax. Depuis un an, ils nous tannent avec leur « convaincre plutôt que contraindre », nous disent de faire de la pédagogie, de ne pas stigmatiser, eux qui stigmatisent tous les autres. Il faudra bientôt vacciner en cachette et raser les murs pour ne pas les déranger. Eh bien, nous n'allons pas raser les murs, nous allons répondre. Et d'abord aux politiciens aux abois qui essaient de se refaire la cerise, aux philosophes de comptoir qui confondent liberté et irresponsabilité, aux agités du télé-bocal, qui crient à la démocratie bafouée.

Les Philippot, Asselineau, Le Pen, Dupont-Aignan ou Mélenchon, ce pacte germano-soviétique de la désinformation, ont été successivement pour la chloroquine, contre le vaccin, contre le pass sanitaire et maintenant contre le pass vaccinal, avec une infaillibilité absolue dans l'aveuglement. Ces amoureux des dictatures, il faut quand même qu'ils soient gonflés pour accuser le gouvernement et le Parlement de prendre des mesures liberticides. S'ils avaient été au pouvoir, la vaccination aurait perdu des mois. Et les morts auraient été bien plus nombreux, comme chez leurs amis Bolsonaro l'antivax ou Poutine et son vaccin inopérant réclamé à grands cris par Mélenchon et dont même les Russes ne veulent pas. Les Français n'auraient eu droit qu'aux remèdes bidons d'un gourou rocambolesque, validés par la Twitter school of medicine et la Facebook university. Ces stakhanovistes de l'erreur et du cynisme sont contre le pass vaccinal, pas pour préserver la santé de nos concitoyens, mais pour récupérer les voix des extrémistes. Quoi que vous fassiez, Monsieur le Ministre, pour eux, vous ferez mal. Je vous suggère une idée pour vacciner les 5 millions qui manquent à l'appel : interdisez le vaccin, ils exigeront que tout le monde se le fasse injecter. La démocratie, ce n'est pas s'agenouiller devant une minorité inconsciente.

Ça suffit ! À 300 000 cas par jour, il est temps de répondre et il est aussi plus que temps de faire front. La démocratie, ce n'est pas s'agenouiller devant une minorité inconsciente qui déborde aujourd'hui les services d'urgence, qui fait pleurer de rage et d'épuisement les soignants voyant leurs lits remplis de patients qui n'auraient jamais dû s'y trouver et qui en chassent tous les autres. La démocratie, ça ne consiste pas à écouter des rebelles de supermarché sauter comme des cabris avec leurs pancartes en criant : « Liberté ! ». Des quinze ans de ma vie comme médecin dans les guerres ou les épidémies, j'ai tiré une leçon simple : ce sont les virus qui bafouent les libertés, pas les vaccins. Et si l'on ne prend pas les mesures qui s'imposent, c'est l'épidémie seule qui en décide, et toujours de la façon la plus violente et la plus létale. Il faut donc, parce qu'il n'y a pas de liberté absolue, trouver l'équilibre entre des libertés contradictoires et prendre les bonnes décisions, même si elles ne plaisent pas à tous. C'est ce que vous proposez aujourd'hui, Monsieur le Ministre, et c'est ce que nous allons faire avec vous.

***L'idéal serait la vaccination obligatoire, comme il en existe onze autres sans que personne ne hurle à la tyrannie**.*

Oui, le pass vaccinal est une façon de pousser à la vaccination. Et pour tout dire, l'idéal serait la vaccination obligatoire, comme il en existe onze autres sans que personne ne hurle à la tyrannie. Vous ne la proposez pas parce que vous craignez que les boutefeux ne finissent par déchirer un pays exténué et parce qu'en démocratie il n'y a pas de moyen infaillible de l'imposer, et vous avez sans doute raison. Alors, va pour le pass vaccinal. Les offusqués professionnels diront que vous créez deux catégories de Français, alors que ce sont eux qui se placent en marge et nous mettent en danger. Ils diront que vous les stigmatisez, alors que depuis un an ils traitent les vaccinés de moutons, les soignants de collabos, qu'ils saccagent les permanences des élus et les menacent de mort. Mais nous allons poursuivre ensemble, calmement, la lutte contre l'épidémie. Malgré eux. Et avec l'immense majorité des Français. Car en dépit des campagnes incessantes sur les réseaux antisociaux, les Français ont montré une remarquable compréhension, une remarquable patience et une remarquable responsabilité. Malgré les intox, la France est dans le peloton de tête des pays les plus vaccinés. Les réseaux ont même eu une vertu : après deux ans de bobards, nos concitoyens ont fini, devant l'énormité des fake news, par se faire une solide opinion sur ceux qui les diffusent, et je préfère ne pas répéter ici les épithètes dont ils les gratifient. Quant aux discussions dans les repas de famille où se trouvait un antivax pendant les fêtes, elles ont vacciné définitivement des millions de Français contre les absurdités. Et ce vaccin-là, par chance, il est d'une grande efficacité. »

En février 2023, ***Claude Malhuret***, dans le cadre de l'intervention du président du parlement ukrainien au Sénat en France, se « déclare favorable à titre personnel » à l'envoi d'avions de chasse à l'Ukraine. En bon défenseur du gouvernement Ukrainien et de la propagande occidentale, ce dernier n'hésite pas à faire quelques rappels : "***J'avais peur que l'hiver voie s'éroder le soutien de l'opinion publique à l'Ukraine, il n'en est rien".*** Dans le même temps, le 07 février 2023, le **French Doctors** participe au vote du Sénat pour une résolution de soutien à l'Ukraine.

Par 324 voix, contre 16 du groupe communiste et 4 abstentions. L'auteur de la proposition de résolution, le président du groupe Les Indépendants, Claude Malhuret, a appelé la France à s'engager sans équivoque aux côtés de l'Ukraine, y compris militairement. Preuve du caractère transpartisan du texte, il est signé par quatre autres présidents de groupes politiques : Bruno Retailleau (LR), Hervé Marseille (UC), François Patriat (RDPI) et Jean-Claude Requier (RDSE).

SOURCES

1 https://fr.wikipedia.org/wiki/Claude_Malhuret

2 https://www.senat.fr/senateur/malhuret_claude14251q.html

3 https://www.dailymotion.com/video/x871gmn

4 https://www.francesoir.fr/politique-france/malhuret-pressenti-pour-devenir-premier-ministrre

5 https://www.voltairenet.org/article163755.html

6 https://www.lejdd.fr/Politique/du-plus-vieux-startupeur-de-france-a-vedette-du-senat-catherine-nay-raconte-claude-malhuret-4107463

7 https://www.monde-diplomatique.fr/1985/08/A/38721

8 https://www.cairn.info/revue-mouvements-2004-3-page-125.htm

9 https://www.ouest-france.fr/politique/video-gilets-jaunes-le-senateur-malhuret-remet-les-pendules-l-heure-en-8-minutes-6113926

10 https://www.lepoint.fr/politique/au-senat-la-colere-de-claude-malhuret-contre-les-antivax-11-01-2022-2460047_20.php#11

11 https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/attac-denonce-reglement-amiable-emprunt-toxique-vichy-val-allier-1073953.html

12 https://local.attac.org/vichy/spip.php?article65

13 https://www.publicsenat.fr/article/politique/guerre-en-ukraine-claude-malhuret-se-declare-favorable-a-titre-personnel-a-l-envoi

14 https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/le-senat-vote-une-resolution-de-soutien-a-l-ukraine-et-appelle-au-renforcement

15 «LelivrenoirdesONG»,JulienTeil,éditionsKontreKulture,2015.

16 «LaFranceAtlantiste»,HadrienDesuin,éditionsduCerf,2017.

17 «RescuingtheWorld»,byAndrewF:Smith,préfaced'HenryKissinger,StateUniversityofNewYorkPress,2002,pp.123-129.